

VERTRAULICH

B e s c h l u s s p r o t o k o l l    II  
der 6. a.o. Sitzung des Bundesrates  
vom 24. Oktober 1990

---

Um 17 Uhr begrüsst Bundespräsident Koller seine Kollegen im Von Wattenwylhaus zu einer weiteren Klausursitzung, die bis kurz nach 21 Uhr dauert.

EEE

M. Delamuraz analyse la situation sur le front des négociations pour la création d'un Espace Economique Européen à la lumière des importants développements des derniers jours. Sur le front de l'AELE la rencontre ministérielle de Genève a permis de constater une unité renforcée des pays membres. La volonté d'arriver à un bon accord s'est manifestée clairement. Les divisions qui existent au sujet de l'intention de certains membres d'adhérer à la CE sont dépassées, dans le sens que l'EEE n'est plus présenté comme alternative à l'adhésion. Il s'agit de deux choses différentes. Sur les exceptions, la discussion ne sera possible que si la CE manifeste la disponibilité à entrer en matière et à faire des concessions sur le plan institutionnel. A ce propos également, des signes plus positifs arrivent de Bruxelles. Pour la première fois, le conseil des ministres de la CE a communiqué son accord à discuter parallèlement des questions de substances et institutionnelles. C'est sans doute grâce à l'intervention de M. Andriensson que le chef du DFEP a rencontré en sa qualité de président de l'AELE, que cette percée a été possible. A l'intérieur de la CE les divisions subsistent et la négociation sur l'EEE est considérée peu prioritaire. L'AELE a fait savoir qu'elle exige pour le début de novembre la liste des requêtes qu'elle entend présenter, afin d'éviter des surenchères constantes. La balle est dans le camp de la CE qui doit se déterminer.

A la suite de ces évolutions, il semble possible d'arriver à un bon accord dans la première moitié de 1991. Une percée politique au mois de décembre reste toujours possible. Pour les pays de l'AELE il s'agit maintenant de réfléchir aux concessions possible. Le Conseil fédéral sera saisi de cet examen lors de sa séance du 7 novembre prochain, afin que le mandat de négociation soit précisé. Il est important que nos négociateurs restent fermes. Quant au Parlement, un symposium d'information sera tenu le 28 novembre sur la base d'un rapport que le Conseil devra examiner préalablement.

Le Conseil prend note de ces informations et les discute. Le climat psychologique semble devenu plus favorable grâce à l'engagement et aux efforts de M. Delamuraz, qui est remercié de son action. En matière de transports, il faut exiger de la CE qu'elle s'engage à utiliser les nouvelles capacités



que la Suisse, en investissant des milliards, est disposée à lui offrir. Un accord avec la CE sur le transit apparaît comme souhaitable. La question est posée, à savoir si la tactique de négociations ne devrait pas être modifiée. Nos négociateurs, lorsqu'ils rentrent de Bruxelles, semblent toujours être déprimés. La Suisse donne trop souvent l'impression d'être sur la défensive, tandis que la CE négocie du haut de son trône. Il faut essayer de modifier cette situation, en particulier en renversant la situation dans le domaine des transports. Au fond la CE ne peut pas se permettre de négliger les pays de l'AELE, qui constituent un marché non négligeable. Il est en outre dans l'intérêt de la CE d'éviter toute une série de nouvelles demandes d'adhésion. Il faut éviter que l'AELE assume un caractère supranational. Si la CE demande une aide dans le domaine du renforcement des pays du sud, il ne faut pas négliger les réactions sur le plan de la politique intérieure. Le 7 novembre, le Conseil devrait aussi discuter des questions institutionnelles, afin de savoir jusqu'où nous sommes disposés à céder sur le plan de la co-décision.

M. Delamuraz partage la nécessité de mieux profiter des offres suisses dans le domaine du transit. M. Ogi a réussi à faire passer le message. Il s'agit maintenant de continuer dans cette direction. Même si la situation se présente mieux que dans le passé, le Conseil ne doit pas négliger non plus la possibilité d'un échec des négociations. Avec le recul nécessaire, il est donc indispensable de réfléchir au message politique dans une telle éventualité. De plus, la question de la neutralité devrait également être réfléchie d'une façon approfondie, en relation avec la nouvelle configuration de l'Europe.

Le Conseil en prend acte, en insistant sur la nécessité de soigner ses messages vers l'extérieur, afin de corriger l'impression d'insécurité qui existe actuellement.

#### GATT

M. Delamuraz informe sur les réactions de l'Union suisse des paysans, qui qualifie l'offre du Conseil fédéral extrême et grotesque. Cette prise de position est tout de même étonnante de la part d'une organisation qui a toujours été informée dans les détails de l'évolution de la situation. Quant aux résultats de l'Uruguay-Round, les chances de succès ne sont pas des meilleures. Il y a le 55 pour cent de possibilité de rater l'opération, ce qui aurait pour la Suisse de graves conséquences. A part le volet agricole, dans les autres domaines aussi, on est loin d'être prêt à signer un accord. Particulièrement difficile est actuellement la situation dans le secteur de textiles.

#### Führungsstrukturen des Bundesrates

Bundeskanzler Buser erläutert den neuen Verordnungsentwurf betreffend die Flexibilisierung der Generalsekretäre und der Informationschefs. Heute soll der Bundesrat diesen bearbeiteten Entwurf materiell behandeln, damit das EFD die Verbände erneut konsultieren kann.

BR Stich betont erneut, dass die vorgesehene Lösung alles andere als sinnvoll ist. Es wäre besser, auf diesen Weg zu verzichten und mit einer Revision des Beamtengesetzes eine Globallösung anzustreben. Die negativen Folgen



der Flexibilisierung haben bereits zum Rücktritt des Informationschefs des EFD geführt. Wenn der Bundesrat auf der Verordnung beharren will, sollte diese in Detailfragen verbessert werden. Die Kündigungsfristen sollten jedenfalls für Arbeitnehmer und Arbeitgeber gleich sein.

M. Cotti manifeste également un certain scepticisme, mais arrive à d'autres conclusions. Toute l'opération a peu de sens si elle n'est pas accompagnée d'une révision rapide de la loi. Si l'on veut pouvoir engager de bons collaborateurs, ce n'est qu'au niveau des salaires que l'on peut atteindre cet objectif. Or, l'ordonnance se limite à régler les départs. Dans la discussion, on constate que le Conseil a déjà décidé. La question salariale doit être précisée: les membres du Conseil seraient-ils d'accord d'avoir un collaborateur qui est plus payé que lui ? A cette question, il n'est pas facile de répondre, car pour les magistrats, il faut considérer également la valeur capitalisée de leur retraite. M. Stich est invité à étudier cette question et il enverra à tous les membres du Conseil un questionnaire pour avoir leur avis sur les salaires qui pourraient entrer en ligne de compte pour les hauts fonctionnaires dont les conditions d'engagement auront été assouplies. A ce propos, le Conseil ne doit pas se faire d'illusions: la délégation des finances devra se pencher sur cette affaire. Or, elle montre, par une rigueur extrême, toujours davantage de réticence à accepter des améliorations de traitement. Le refus de cas récents le prouve.

Après être entré en matière sur l'ordonnance, le Conseil l'approuve matériellement avec des modifications. Elle sera désormais soumise à la consultation des associations du personnel par le DFF et adoptée ultérieurement.

### Regierungsreform

In dieser Frage ist der Rat in die Defensive geraten, und die Kommission des Ständerates, welche die parlamentarische Initiative Rhinow behandelt, könnte die Einsetzung einer Expertenkommission beschliessen. Der Rat soll deshalb entscheiden, ob er selbst eine solche Kommission einzusetzen gedenkt. Diesem Vorschlag wird zugestimmt, auch wenn negative Reaktionen seitens des Parlaments, das sich umgangen fühlen könnte, nicht auszuschliessen sind. Wichtig ist auch, wie dieser Entscheid präsentiert wird. Der Rat sollte vermehrt unterstreichen, dass er durch seine Entscheide und durch Ausschöpfung der heutigen gesetzlichen Möglichkeiten bereits eine spürbare Verbesserung seiner Führungsstrukturen erreicht hat. Trotzdem will der Bundesrat längerfristig institutionelle Reformen nicht ausschliessen. Diese sollten in allen ihren Auswirkungen studiert werden, vor allem auch im Hinblick auf die Europäische Integration. Wichtig ist zudem, das Mandat dieser Kommission, die nicht allzu gross sein sollte, genau zu definieren. Ausser Staatsrechtlern sollte sie auch Manager und Organisationsspezialisten umfassen. Der Bundeskanzler wird für die nächste Sitzung konkrete Anträge für die Zusammensetzung und das Mandat unterbreiten. In der Diskussion wird ebenfalls die Notwendigkeit der Revision von Art. 65 des Geschäftsverkehrsgesetzes unterstrichen. Die Bundesräte sollten sich ohne die Zustimmung des Präsidenten an Kommissionssitzungen vertreten lassen können.



### C02 - Abgabe

M. Cotti souligne l'importance de l'enjeu et la nécessité d'introduire des taxes d'incitation. Le Conseil doit aujourd'hui procéder à une première discussion. Les décisions concrètes ne seront prises qu'à la prochaine séance, avec le mandat pour la conférence de Genève sur le climat. A cette conférence, on fixera un but sur le plan international: stabiliser les émissions de CO2 afin de lutter contre l'effet de serre qui nous menace. Le CO2 n'est pas une substance polluante en soi, il est même nécessaire. Le problème est que ces émissions ne peuvent être combattues par des moyens techniques. Il s'agit donc de réduire la consommation d'énergies fossiles par des taxes d'incitation. Les nombreuses questions soulevées dans les co-rapports présentés doivent être considérées. Il est néanmoins nécessaire que le Conseil avance avec un rythme soutenu dans cette question.

In der Diskussion wird die Notwendigkeit der Einführung einer CO2-Abgabe grundsätzlich nicht bestritten. Die von Herrn Bundesrat Ogi vorgeschlagene Variante wird als guter Mittelweg betrachtet. Die Schweiz kann noch keine definitiven Entscheide treffen, solange sie nicht weiss, was die andern Länder tun. Die Folgen für die Wirtschaft müssen genau geprüft werden. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz darf durch diese neue Abgabe nicht beeinträchtigt werden. Dies ist vor allem in einem Moment wichtig, in dem die Attraktivität des Wirtschaftsstandorts Schweiz in Frage gestellt wird. Der Rat sollte sich bewusst sein, dass eine solche Abgabe politischen Zündstoff beinhaltet. Man sollte unbedingt den Eindruck vermeiden, durch diese Abgabe suche der Bund neue Einnahmequellen. Es ist deshalb wichtig, dass die Verwendung dieser Gelder genau angegeben wird. Grundsätzlich sollte diese Abgabe die Staatsquote nicht erhöhen. Die Vorschläge für die Verwendung sind gut, müssen aber noch vertieft werden. Zu prüfen sind auch die Auswirkungen auf den Elektrizitätsverbrauch. Der Rat beauftragt Herrn Bundesrat Cotti, für die nächste Sitzung Grundsatzentscheide vorzulegen. Im Sinne einer offenen Informationspolitik soll auch der interdepartementale Zwischenbericht veröffentlicht werden. Allerdings muss klar zum Ausdruck kommen, dass die noch offenen Fragen, insbesondere die Auswirkungen auf unsere Wirtschaft, vor dem definitiven Entscheid vertieft geprüft werden müssen.

### Budget 1991: subventions spéciales destinées à l'informatique

Etant donné qu'il est difficile en ce moment de modifier le budget 1991 qui est à l'étude auprès des commissions parlementaires, le Conseil décide que la proposition du DFI devra être traitée dans la première tranche des crédits supplémentaires de 1991.

### Verpflichtungen des Bundesrates bei den 700-Jahrfeiern

Herr Bundespräsident Koller zeigt sich über die Anzahl der Einladungen an den Bundesrat besorgt. Grösste Zurückhaltung ist geboten, wenn die Mitglieder des Rates nicht allzu stark beansprucht werden sollen. Dies ist bereits der Fall. Der Bundespräsident schlägt eine Ueberprüfung der Ereignisse vor, an denen der Bundesrat in corpore teilnimmt. Es besteht nämlich die Gefahr, dass vor allem internationale Verpflichtungen einzelne Mitglieder des Rates an der Teilnahme hindern. Es ist besser, von vornherein eine Viererdelegation vorzusehen. Dies betrifft vor allem die Feierlichkeiten in Lausanne und in Sils-Maria. Ueber diese Frage wird später entschieden. Der Rat berät die dritte Liste der Teilnahme an den 700-Jahrfeiern.



- 5 -

UMFRAGE (Fortsetzung der ordentlichen Sitzung)Bundespräsident Koller

- Die Sitzung vom 7. November wird bereits um 0800 Uhr beginnen, da Herr Bundesrat Cotti schon um die Mittagszeit an der Weltklimakonferenz teilnehmen muss.
- Am 21. November muss Herr Bundespräsident Koller am Pariser-Gipfel teilnehmen. Ist es möglich, die Sitzung bereits am Vortag durchzuführen? Da verschiedene Mitglieder des Rates besetzt sind, wird diese Variante fallengelassen. Bei Abwesenheit des Bundespräsidenten wird die Sitzung durch Herrn Vizepräsident Cotti geleitet.
- Am 14. November wird Herr Bundesrat Villiger vor der PUK 2 die Stellungnahme des Bundesrates zu vertreten haben. Da diese Verpflichtung länger dauert, kann die Klausursitzung eventuell erst um 1800 Uhr und nicht um 1700 Uhr beginnen. Ein Entscheid wird später getroffen.

Bundesrat Stich

- hat einen Schadenersatzfall betreffend einen Beamten zu behandeln, der beim EJPD wegen seiner angeblichen Teilnahme an einer Wohngemeinschaft nicht angestellt wurde. Insgesamt verlangt dieser einen Schadenersatz von mehr als 20'000 Franken. Die Frage ist insofern brisant, als die Vorkommnisse sich nach der Publikation des PUK-Berichtes ereignet haben. Die Klage ist abzuweisen, doch möchte Herr Bundesrat Stich den Beamten persönlich anhören und ihm eventuell eine gütliche Lösung vorschlagen. Der Rat ist - wenn auch mit gewissen Bedenken - mit diesem Vorgehen einverstanden.

Bundesrat Ogi

- stellt die Anfrage des CH-Magazins zur Diskussion. Der Rat beschliesst, sie abzulehnen.
- Im letzten grünen Protokoll sind Ungenauigkeiten zu korrigieren. Er habe nicht den Energieminister der Niederlande empfangen, sondern über den Besuch des Aussenministers gesprochen. Im Zusammenhang mit der Wahl des Generalsekretärs der ICAO ist wohl der englische Kandidat zurückgetreten, doch nicht zugunsten des Schweizer Kandidaten.

Bundesrat Villiger

- informiert sich über die Ergebnisse der Administrativuntersuchung betreffend die Indiskretionen in bezug auf den Sicherheitsbericht. Die Frage sollte weiter geprüft und insbesondere auch die TV-Sendung analysiert werden. Persönlich hat er gewisse Verdächtigungen.



- 6 -

Bundesrat Villiger

- Die Studien über die Mirage 5 erweisen sich schwieriger als vorgesehen. Die Franzosen zeigen eine grosse Kooperationsbereitschaft und handeln sehr fair. Doch es gibt gewisse technische Probleme, so dass die Evaluation länger dauern wird. Die Flugzeugvorlage kann deshalb noch nicht mit dem Rüstungsprogramm 1991 vorgesehen werden. Als Ersatz stehen die Panzerfeuerwaffen im Vordergrund. Das Flugzeug soll erst 1992 beantragt werden, es sei denn, eine neue interessante Lösung komme zustande.
- Bei der Gruppe der Rüstungsbetriebe findet ein partieller Verzicht auf den Beamtenstatus statt. Diese Tendenz könnte weitere Sektoren des EMD einschliessen.
- Die Verteidigungsminister der vier neutralen Staaten möchten gemeinsam ein Treffen veranstalten. Dieses wird voraussichtlich im Februar oder im März stattfinden.

Bundeskanzler Buser

- informiert darüber, dass rund 80 Beamte, die den Sicherheitsbericht zur Verfügung hatten, geschworen haben, diesen keinen Unbefugten weitergegeben zu haben.
- stellt die Liste über den Stand der Richtliniengeschäfte zur Diskussion. Sie wird angenommen und kann somit als Grundlage für die Diskussion mit den Präsidenten des Parlamentes dienen.

29.10.1990 AC/Rr/Ba

BUNDESKANZLEI

geht an die Herren

- Departementsvorsteher (7)
- Bundeskanzler (1)
- Vizekanzler (2)